RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

RAPPEL:

Préalablement au budget primitif, le débat d'orientation budgétaire (DOB) permet de discuter des orientations budgétaires de la collectivité et d'informer sur sa situation financière.

La loi de programmation des finances publiques du 22 janvier 2018 a rappelé l'obligation prévue dans la loi Notre de présenter un rapport sur les orientations budgétaires, le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 précise le contenu de ce rapport:

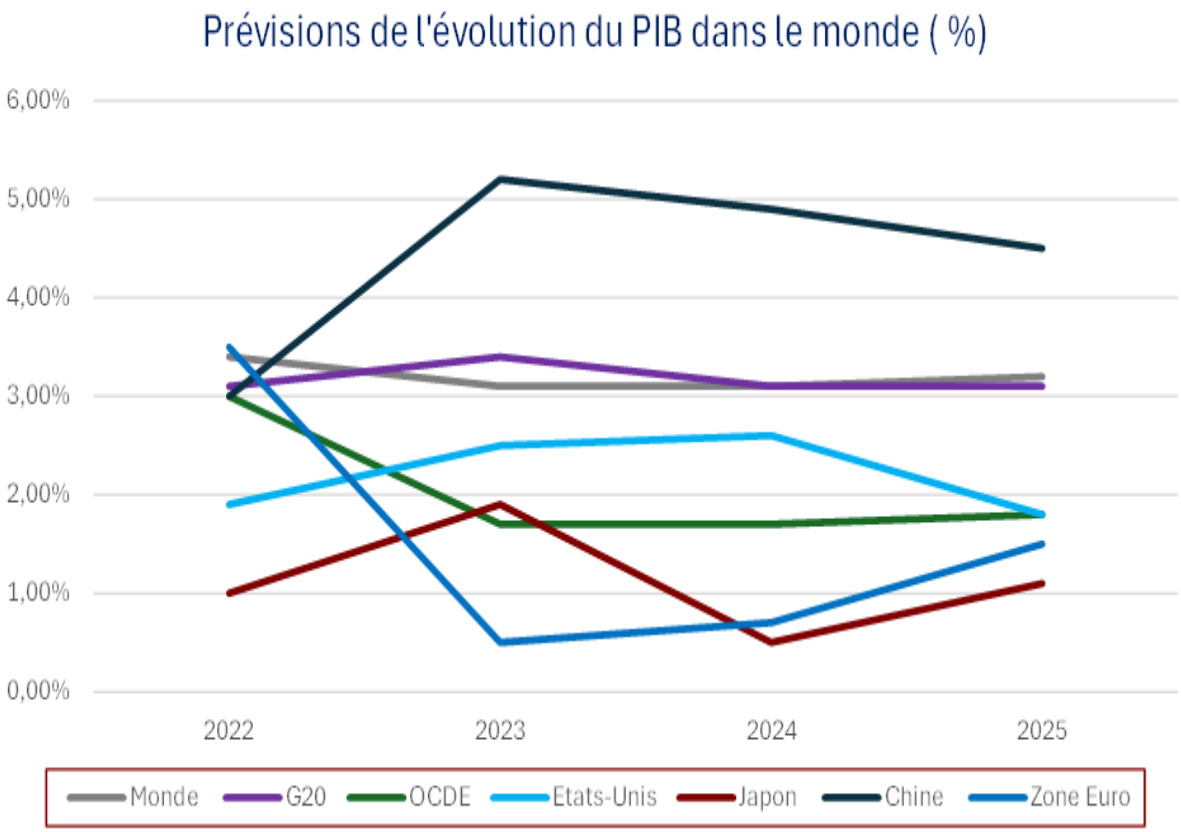
- Orientations budgétaires envisagées par la collectivité sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes
- Présentation des engagements pluriannuels notamment en investissement
- Informations relatives à la structure et la gestion de la dette

CONTEXTE GÉNÉRAL

ENVIRONNEMENT MACRO-ECONOMIQUE

L'évolution du PIB mondial

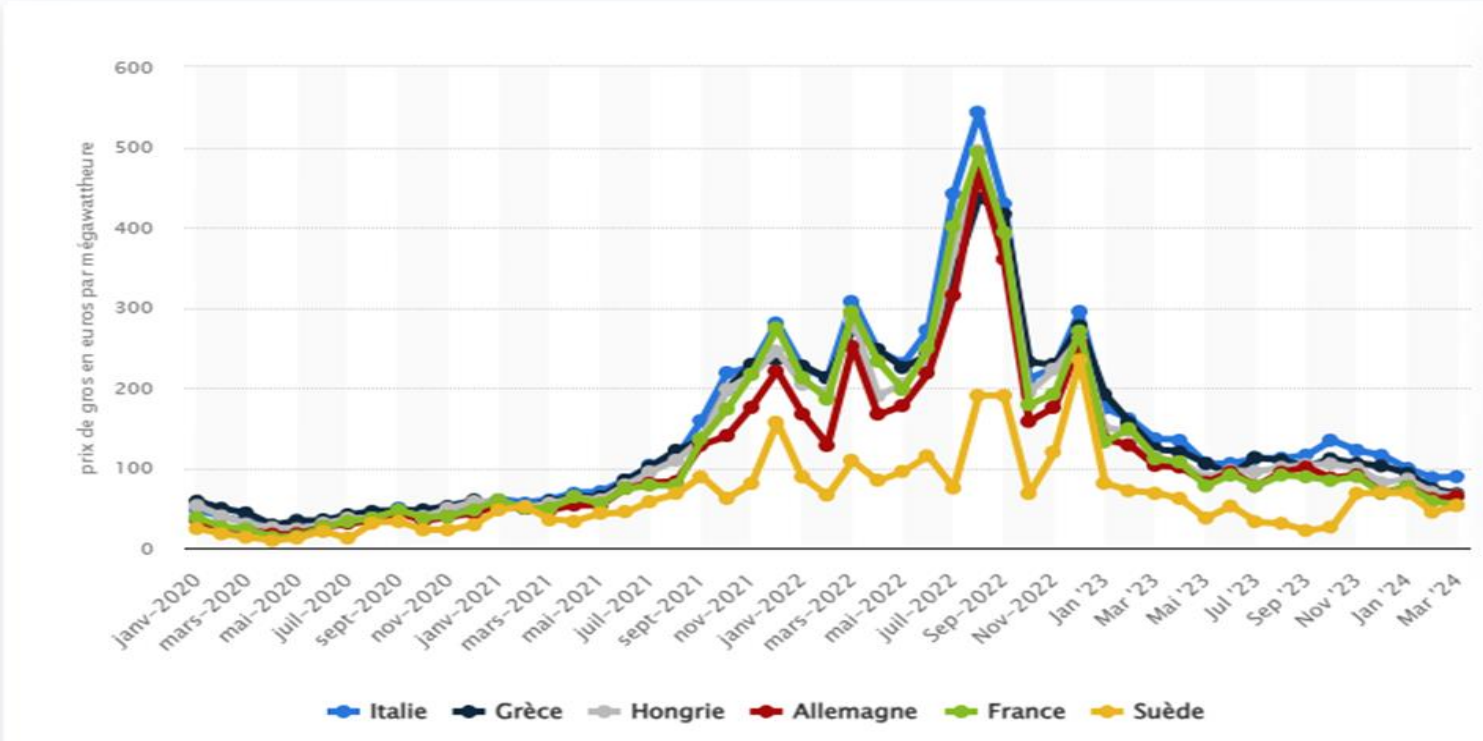
Selon l'OCDE, la croissance du PIB mondial devrait s'établir à 3,2 % en 2024 et en 2025, soit un niveau très proche du taux de 3,1 % enregistré en 2023. Cette progression est portée par la forte croissance affichée par les grandes économies de marché émergentes, notamment l'Inde, la Chine, et l'Indonésie, contrastant avec les résultats moins dynamiques observés dans nombre d'économies avancées, particulièrement en Europe (0,7 % projeté en 2024 pour la zone euro).



Après le choc de la guerre d'Ukraine, un retour à la baisse des prix de l'énergie

Depuis le pic atteint en 2022, nous pouvons constater une baisse des prix de l'électricité en Europe due à une hausse de l'offre et à une baisse de la demande. Les prix de gros de l'électricité se sont en effet stabilisés en Europe à des niveaux moyens compris entre 40 et 70 EUR/MWh en 2024, loin des prix élevés et volatils de 2023 et surtout de 2022.

(en euros par mégawattheure)



Des baisses de taux à venir

En 2024, les politiques monétaires restent largement influencées par un contexte inflationniste persistant et un risque de récession économique. Face à cette situation, les banques centrales s'efforcent d'adapter leurs approches. La plupart d'entre elles ont commencé à baisser leurs taux directeurs. Toutefois, elles restent vigilantes et sont prêtes à adapter leurs approches en fonction des évolutions des conditions économiques mondiales.

Ainsi **aux Etats-Unis**, la Réserve fédérale (Fed) a annoncé en novembre 2024 une nouvelle réduction de 25 points de base de son taux directeur, faisant suite à la baisse de 50 points de base en septembre.

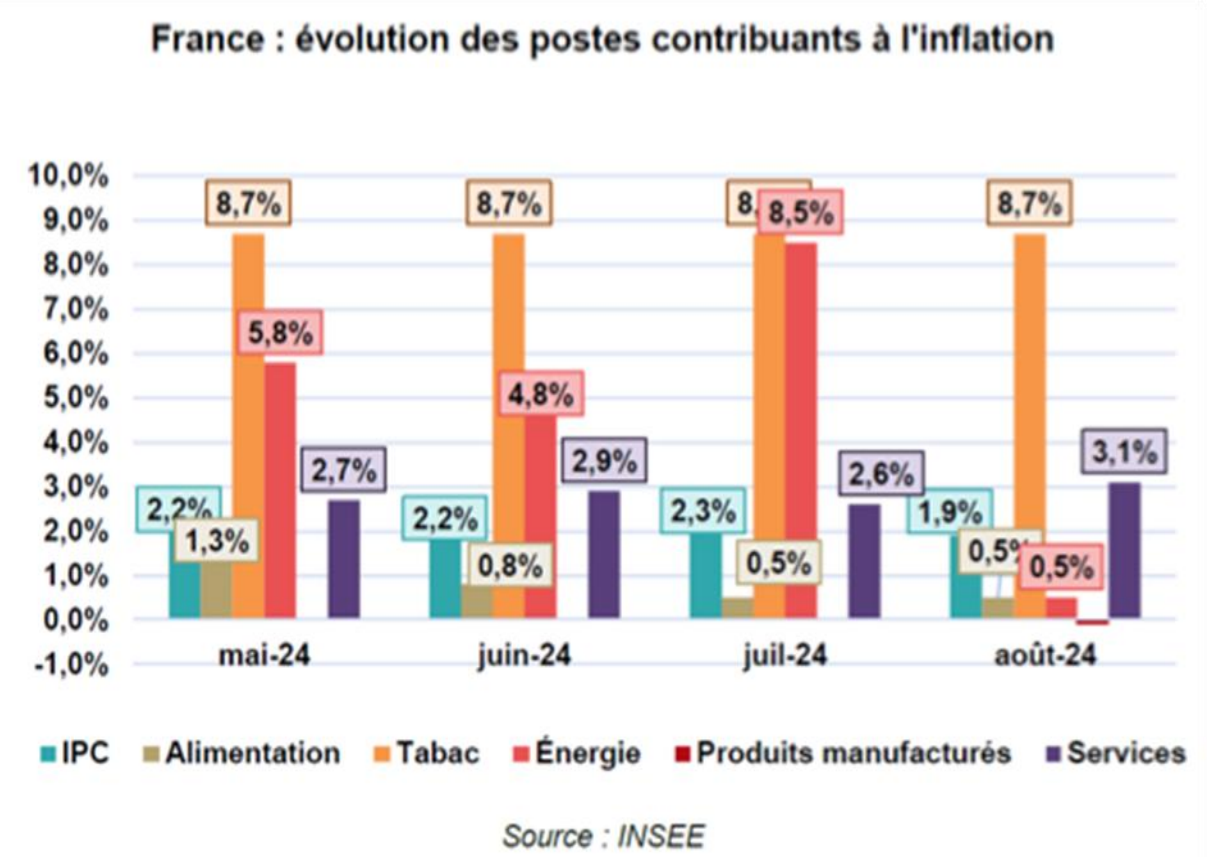
Dans la zone euro, la Banque Centrale Européenne (BCE) a décidé de réduire ses taux directeurs à trois reprises, d'abord en juin, puis en septembre et en octobre 2024. Le taux de facilité de dépôt retombe à 3,25 % après être monté à 4 %, le taux de refinancement est désormais à 3,40 % et le taux de facilité de prêt marginal est abaissé à 3,65 %.

LE CONTEXTE NATIONAL

CONTEXTE NATIONAL

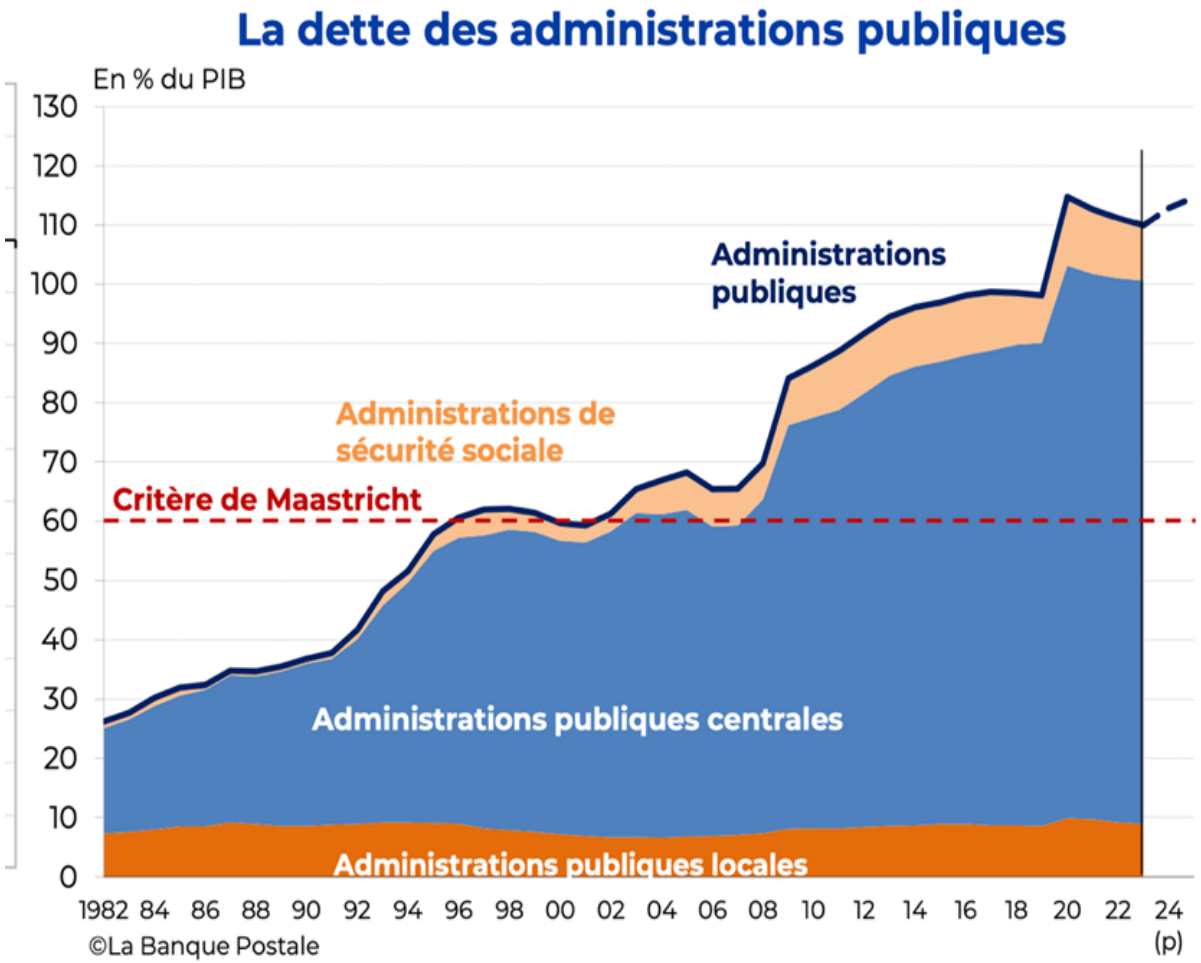
L'inflation en France

L'inflation en France est passée sous la barre des 2 % pour la première fois depuis trois ans : l'indice des prix à la consommation calculé par l'Insee est tombé à 1,9 % en août, selon les premières estimations publiées vendredi 30 août. En juillet, il s'établissait à 2,3 %. En décembre 2024, il était de 1,3% sur un an. (Source INSEE)



Le rôle des administrations publiques dans l'endettement de l'Etat

Le rôle des collectivités locales dans le déficit public est très limité. En effet, la dette locale ne représente que 10% du PIB alors que celle de l'État s'approche des 115 % du PIB représentant un endettement de 3 303 Md€.



RETROSPECTIVE FINANCIERE DE 2024

Les recettes de fonctionnement 2024

Avec la M57 le chapitre 73 et 731 doivent s'analyser concomitamment. En effet, avec le passage à la M57 de nombreux comptes sont présents désormais dans le chapitre 731. Au global sur un an, la fiscalité locale au sens large a augmenté de quasiment 69 000 € soit environ + 2,10 %.

Concernant la partie des dotations de l'État (chapitre 74), la dotation forfaitaire diminue à hauteur de 10 473 €. La DSR (dotation de solidarité rurale) augmente de 6 416€.

		2023	Evol	2024
013	Atténuations de charges	55 413,96 €	-4 %	53 253,69 €
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	186 129,21 €	-8 %	171 364,87 €
73	Fiscalité locale	754 585,02 €	-1 %	746 598,36 €
731	Impôts et taxes	2 558 341,80 €	3 %	2 635 327,55 €
74	Dotations, subventions et participations	450 048,09 €	-1 %	447 473,29 €
75	Autres produits de gestion courante	134 864,85 €	18 %	158 987,99 €
76	Produits financiers	3,14 €	55 %	4,87 €
77	Produits exceptionnels	23 913,25 €	-66 %	8 247,96 €
78	Reprises sur provisions	1 238,27 €	402 %	6 215,39 €
	Recettes réelles de fonctionnement	**4 164 537,59 €**	**2 %**	**4 227 473,97 €**
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	48 748,83 €	-21 %	38 720,04 €
	Opérations d'ordre	**48 748,83 €**	**-21 %**	**38 720,04 €**
	Total recettes de fonctionnement	**4 213 286,42 €**	**1 %**	**4 266 194,01 €**

Les dépenses de fonctionnement 2024

L'évolution des dépenses de fonctionnement entre 2023 et 2024 est de +3 % passant à 3 719 495,11 € en 2024.

La masse salariale (chapitre 012) se maintient malgré les hausses imposées par l'État entre 2022 et 2023. La construction du nouveau ALSH et de la reprise en régie du service bâtiments ont généré des recrutements supplémentaires. Ce chapitre se stabilisera à l'avenir sous réserve des possibles arrêts maladies.

		2023	Evol	2024
011	Charges à caractère général	1 412 296,10 €	-3 %	1 368 217,87 €
012	Charges de personnel et frais assimilés	1 465 933,58 €	9 %	1 597 029,44 €
014	Atténuations de produits	64 026,00 €	-13 %	55 874,00 €
65	Autres charges de gestion courante	213 400,03 €	2 %	217 707,65 €
66	Charges financières	13 608,16 €	2 %	13 918,26 €
67	Charges exceptionnelles	2 075,59 €	-100 %	0,00 €
68	Dotations aux provisions	3 800,00 €	0 %	3 800,00 €
	Dépenses réelles de fonctionnement	**3 175 139,46 €**	**3 %**	**3 256 547,22 €**
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	434 687,54 €	7 %	462 947,89 €
	Opérations d'ordre	**434 687,54 €**	**7 %**	**462 947,89 €**
	Total dépenses de fonctionnement	**3 609 827,00 €**	**3 %**	**3 719 495,11 €**

Les recettes d’investissement 2024

	2022	2023	2024	Total
Subventions reçues	181 541,48 €	435 293,47 €	473 113,32 €	**1 089 948,27 €**
Emprunts	1 200 000,00 €	0,00 €	0,00 €	**1 200 000,00 €**
Autofinancement	16 893,11 €	1 304 843,76 €	2 081 324,45 €	**3 403 061,32 €**

Les dépenses d’investissement ont été financées seulement par de l’autofinancement et les subventions d’investissement. Cette gestion permet à Saint Maur de bénéficier de marges de manœuvre pour financer ses investissements à venir.

Les dépenses d’investissement 2024

En 2024, la commune de Saint Maur a accéléré ses investissements. Au regard, du cycle du mandat, cette situation est logique.

La commune a investi la somme de 2 554 437,77 € :

- Dont 1 244 774 € pour la construction, l’aménagement et le matériel de l’ALSH
- Dont 617 560 € de travaux de voirie (Villers, panneaux et X. BATARD, Tardes, Petit Gireugne).
- Dont 222 228 € pour des changements de mode d’éclairage (passage au LED des bâtiments et de l’éclairage public)
- Dont 167 455 € pour des travaux d’aménagement sur bâtiments annexes.

Le résultat prévisionnel 2024

Résultat Prévisionnel section fonctionnement

Recettes **4 266 194,01 €**	−	Depenses **3 719 495,11 €**	=	Résultat **546 698,9 €**
Résultat **546 698,9 €**	+	Report N-1 **453 459,42 €**	=	Résultat section fonctionnement **1 000 158,32 €**

Résultat Prévisionnel section investissement

Recettes **2 023 302,41 €**	−	Depenses **2 950 692,34 €**	=	Résultat **-927 389,93 €**
Résultat **-927 389,93 €**	+	Report N-1 **1 346 352,76 €**	=	Résultat section investissement **418 962,83 €**

Résultat Prévisionnel global

Résultat section fonctionnement **1 000 158,32 €**	+	Résultat section investissement **418 962,83 €**	=	Résultat global **1 419 121,15 €**

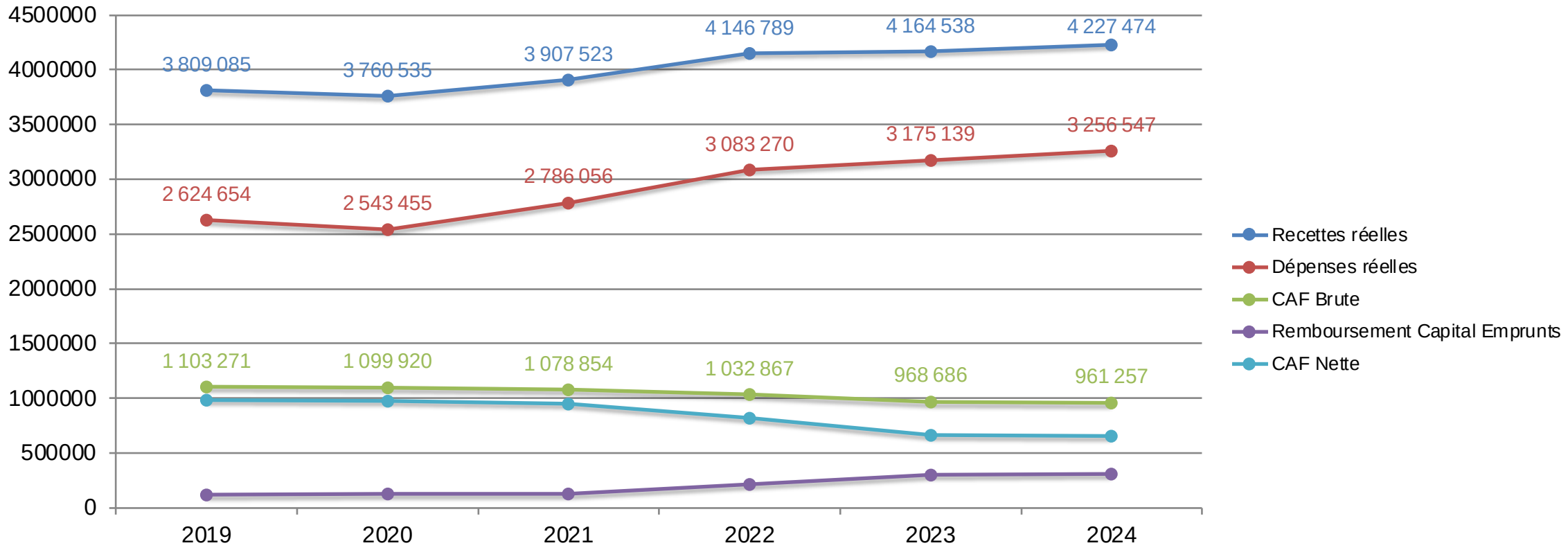
LES INCIDENCES SUR LES RATIOS

	2022	2023	2024
Recettes de fonctionnement	4 154 542,31 €	4 213 286,42 €	4 266 194,01 €
Dépenses de fonctionnement	3 412 408,39 €	3 609 827,00 €	3 719 495,11 €
Résultat de l'année	**742 133,92 €**	**603 459,42 €**	**546 698,90 €**
Capacité d'autofinancement brute	**1 032 866,74 €**	**968 685,86 €**	**961 257,36 €**
CAF Brute en poucentage de RRF	25 %	23 %	23 %
Remboursement capital emprunts	214 298,00 €	301 496,00 €	305 867,00 €
Capacité d'autofinancement nette	**818 568,95 €**	**667 189,52 €**	**655 390,18 €**
Capital restant dû	**1 921 851,58 €**	**1 707 553,78 €**	**1 406 057,45 €**
Désendettement année CAF	**1 an, 10 mois**	**1 an, 9 mois**	**1 an, 6 mois**

La commune de Saint Maur possède une capacité d’autofinancement brute proche de 1M€ sur la période décrite.

Ce constat permet à la commune de bénéficier d’un taux d’épargne brute entre 23 et 25%. Cette situation est très confortable car le seuil d’alerte se trouve à 10%.

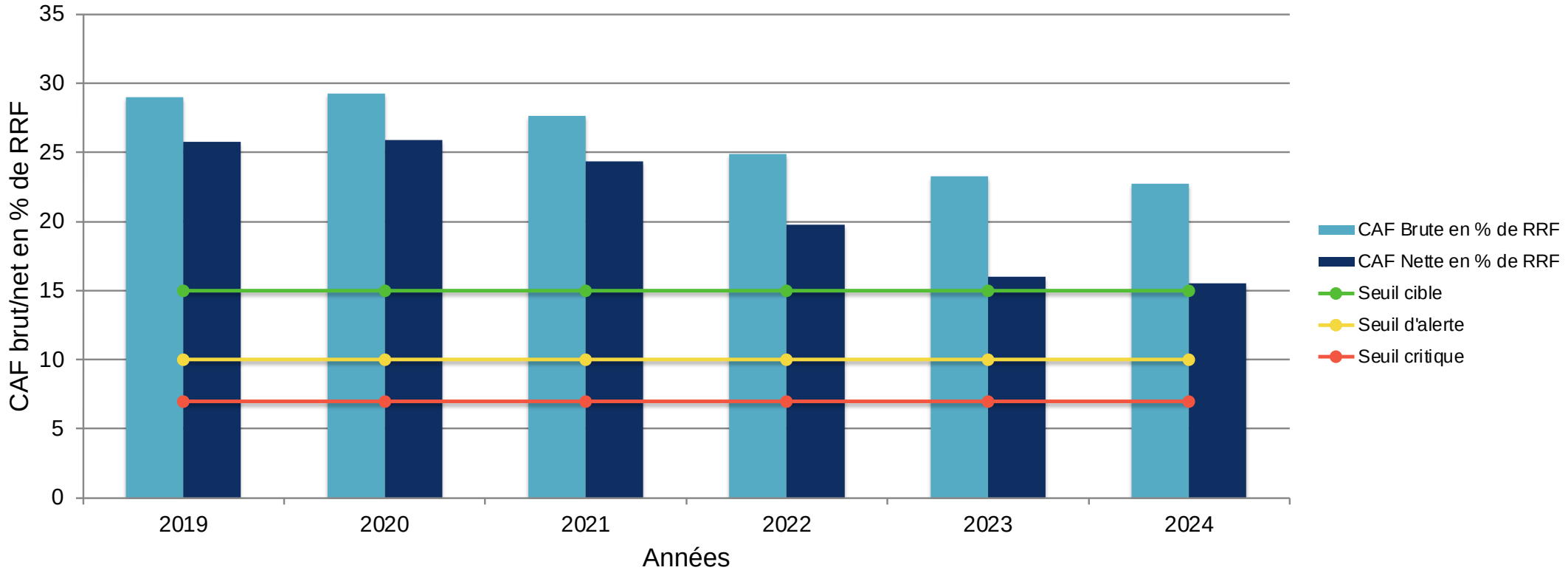
LES INCIDENCES SUR LES RATIOS



Ce graphique a pour objectif de conceptualiser un possible effet ciseaux entre les dépenses réelles de fonctionnement et les recettes réelles de fonctionnement.

Nous pouvons constater que Saint Maur se trouve très éloignée de cette situation.

LES INCIDENCES SUR LES RATIOS



Ce graphique montre la structure de la section de fonctionnement de la commune.

Pour la commune de Saint Maur, nous pouvons constater la bonne santé financière de cette section permettant ainsi de financer un solide plan pluriannuel d’investissement.

La contrôle de la Chambre Régionale des Comptes

Au regard de l'analyse de la commune par les magistrats financiers, 3 recommandations ressortent.

Recommandation n°1 : Veiller à la complétude des annexes budgétaires du compte administratif.

Recommandation n°2 : Publier les informations financières prévues à l'article L. 2313-1 du CGCT.

Recommandation n°3 : Renforcer le suivi et le pilotage de la consommation d'énergie.

FINANCES PUBLIQUES
LOI SPECIALE POUR 2025

LOI SPÉCIALE POUR 2025

Le calendrier

05/12/2024

Démission du Gouvernement

À la suite de la motion de censure du Gouvernement sur le PLFSS (art. 49 alinéa 3 Constitution) et **suspension des débats au Parlement sur les textes financiers.**

20/12/2024

Promulgation de la loi spéciale (art. 47 Constitution et 45 LOLF)

09/12/2024 Avis du Conseil d'État relatif à l'interprétation de l'article 45 LOLF (notamment sur l'intégration des prélèvements sur recettes)

11/12/2024 Dépôt à l'AN du Projet de loi spéciale

16/12/2024 Adoption par l'Assemblée nationale

18/12/2024 Adoption par le Sénat

20/12/2024 Promulgation par le Président de la République

C0 - Public

30/12/2024

Promulgation du décret n°2024-1253 portant répartition des crédits relatifs aux services votés (art. 47 Constitution) pour assurer la continuité des services publics

15/01/2025

Reprise de l'examen du projet de loi de finances (PLF) 2025 au Sénat ; vote prévu le 23 janvier

Commission mixte paritaire prévue le 30 janvier

2ème lecture dans les deux Chambres, et éventuellement 3ème lecture à l'Assemblée nationale, courant février

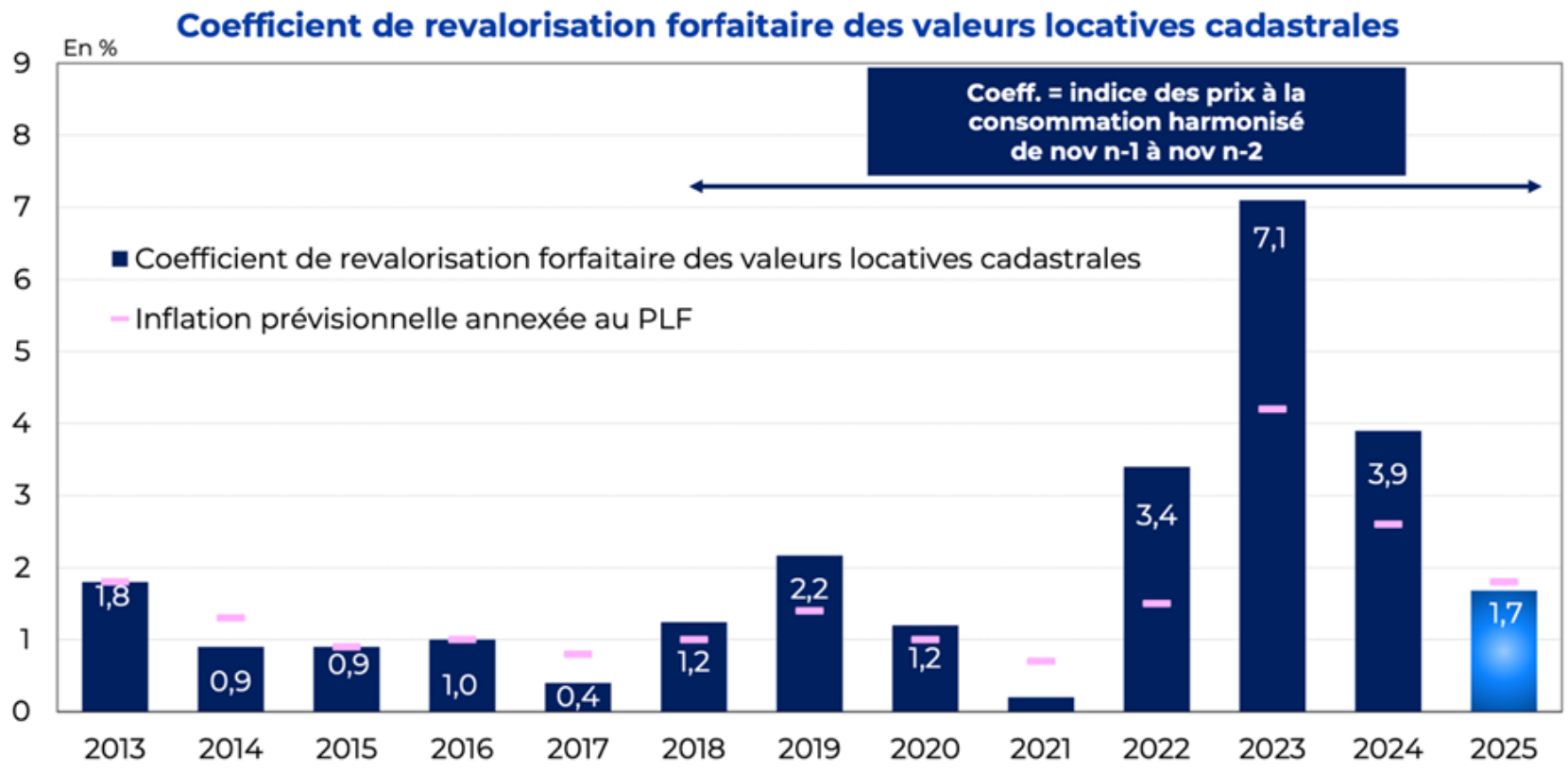
Sauf motion de censure adoptée, examen vraisemblable par le Conseil Constitutionnel (procédure d'urgence)

Promulgation envisageable avant la fin-février

LOI SPÉCIALE POUR 2025

Le coefficient d'actualisation des bases fiscales

Un coefficient d'actualisation des bases fiscales d'un minimum de 1,70 % annoncé pour 2025. Ce coefficient est calculé principalement à partir de l'indice des prix à la consommation hors tabac.



LOI DE FINANCES POUR 2024

Evolution de la dotation globale de fonctionnement

Vers une hausse de 290 millions d'euros en 2025. CMP – 150 M€.

Concernant les dotations, les évolutions seront proches de 2024 en raison des dispositions validées pour le moment seulement par le Sénat.

Les propositions actent une augmentation de 290 M€ de la DGF permettant d'alimenter la péréquation communale comme la DSR et la DSU.
(+ 140 M€ pour la DSU, + 150 M€ pour la DSR)

LOI SPÉCIALE POUR 2025

MESURES DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT LOCAL

Selon les discussions actuelles, la DETR et la DSIL ne seraient pas diminuées contrairement au fonds vert.

Rappel : répartition des dotations budgétaires prévue au PLF 2025

Programme	Dotation (en M€)	Autorisations d'engagement (et évolution par rapport à la LFI 2024) - PLF 2025	Crédits de paiement (et évolution par rapport à la LFI 2024) - PLF 2025	Services votés ouverts par décret - Crédits de paiement
119 (Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements)	**Total** *Dont :*	**3 799,2 (+1,0)**	**3 746,2 (+34,4)**	**3 711,8**
	DETR	*1 046,0 (-)*	*924,2 (+8,5)*	
	DSIL	*570,0 (-)*	*531,7 (-17,7)*	
	DSIL exceptionnelle	*0,0 (-)*	*114,4 (+3,5)*	
	DPV	*150,0 (-)*	*130,1 (+2,3)*	
	DSID	*211,9 (-)*	*167,7 (+12,8)*	
	DGD	*1 617,1 (+1,0)*	*1 617,1 (+1,0)*	
	Titres sécurisés	*100,0 (-)*	*100,0 (-)*	
	Aménités rurales	*100,0 (-)*	*100,0 (-)*	
380 (Fonds d'accélération de la transition écologique)	Fonds vert	1 000,0 (-1 499,0) **715,0 après examen par le Sénat***	1 142,9 (+18,9) **537,7 après examen par le Sénat***	**1 124,0**

LOI SPÉCIALE POUR 2025

LE FCTVA

Article 30 du premier PLF 2025, supprimé aujourd'hui par le Sénat, prévoyait la suppression du FCTVA pour les dépenses de fonctionnement éligibles et une évolution du taux, de 16,404 % à 14,850 %.

Pour le moment, ce point est abandonné.

LOI SPÉCIALE POUR 2025

Les cotisations patronales

Le décret relatif à l'augmentation du taux de cotisations vieillesse des employeurs des agents affiliés à la CNRACL a été publié le 31 janvier 2025 au JO.

Au 1er janvier 2025, le taux passe de 31,65 % à 34,65%.

Au 1er janvier 2026, le taux passe de 34,65 % à 37,65%.

Au 1er janvier 2027, le taux passe de 37,65 % à 40,65%.

Au 1er janvier 2028, le taux passe de 40,65 % à 43,65%.

Par ailleurs, le taux de cotisation d'assurance maladie des agents affiliés à la CNRACL doit aussi faire l'objet d'une augmentation en 2025. En 2024, l'État avait proposé un taux réduit mais seulement pour un an. Par conséquent, en attendant la parution du décret le taux passera de 8,88% en 2024 à 9,88% en 2025.

LOI SPÉCIALE POUR 2025

Les cotisations patronales

Illustration

Par exemple, pour un salaire de 2 000 € brut par mois (SMIC à 1801,80€ brut).

En 2024, le coût de cette cotisation patronale était de 633 € par mois soit 7 596 € à l'année.

En 2025, le coût de cette cotisation patronale sera de 693 € par mois soit 8 316 € à l'année.

En 2026, le coût de cette cotisation patronale sera de 753 € par mois soit 9 036 € à l'année.

En 2027, le coût de cette cotisation patronale sera de 813 € par mois soit 9 756 € à l'année.

En 2028, le coût de cette cotisation patronale sera de 873 € par mois soit 10 476 € à l'année.

Entre la cotisation 2024 et la cotisation 2028, l'agent coûtera 2 880 € supplémentaire à la collectivité alors qu'il réalisera les mêmes missions.

SITUATION PROSPECTIVE DE LA COMMUNE 2025-2029

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

		2024	Evol	2025	Evol	2026	Evol	2027	Evol	2028	Evol	2029
013	Atténuations de charges	53 253,69 €	-6 %	50 239,61 €	1 %	50 739,61 €	-21 %	40 239,61 €	1 %	40 639,61 €	1 %	41 043,61 €
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	171 364,87 €	-0 %	170 612,66 €	1 %	172 098,35 €	1 %	173 598,90 €	1 %	175 114,46 €	1 %	176 645,17 €
73	Fiscalité locale	746 598,36 €	-1 %	737 974,15 €	1 %	748 464,15 €	-0 %	747 959,25 €	-0 %	747 459,40 €	-0 %	746 964,55 €
731	Impôts et taxes	2 635 327,55 €	2 %	2 678 784,38 €	1 %	2 700 672,38 €	1 %	2 722 779,26 €	0 %	2 724 105,39 €	0 %	2 725 444,78 €
74	Dotations, subventions et participations	447 473,29 €	-6 %	419 797,55 €	-0 %	418 397,55 €	-0 %	417 018,55 €	-0 %	415 660,41 €	-0 %	414 322,99 €
75	Autres produits de gestion courante	158 987,99 €	-21 %	125 046,37 €	2 %	127 146,37 €	2 %	129 288,37 €	2 %	131 473,21 €	2 %	133 701,75 €
76	Produits financiers	4,87 €	0 %	4,87 €	0 %	4,87 €	0 %	4,87 €	0 %	4,87 €	0 %	4,87 €
77	Produits exceptionnels	8 247,96 €	0 %	8 247,96 €	0 %	8 247,96 €	0 %	8 247,96 €	0 %	8 247,96 €	0 %	8 247,96 €
78	Reprises sur provisions	6 215,39 €	-52 %	3 000,00 €	0 %	3 000,00 €	0 %	3 000,00 €	0 %	3 000,00 €	0 %	3 000,00 €
	Recettes réelles de fonctionnement	**4 227 473,97 €**	**-1 %**	**4 193 707,55 €**	**1 %**	**4 228 771,24 €**	**0 %**	**4 242 136,77 €**	**0 %**	**4 245 705,31 €**	**0 %**	**4 249 375,68 €**
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	38 720,04 €	0 %	38 720,04 €	0 %	38 720,04 €	0 %	38 720,04 €	0 %	38 720,04 €	0 %	38 720,04 €
	Opérations d'ordre	**38 720,04 €**	**0 %**	**38 720,04 €**	**0 %**	**38 720,04 €**	**0 %**	**38 720,04 €**	**0 %**	**38 720,04 €**	**0 %**	**38 720,04 €**
	Total recettes de fonctionnement	**4 266 194,01 €**	**-1 %**	**4 232 427,59 €**	**1 %**	**4 267 491,28 €**	**0 %**	**4 280 856,81 €**	**0 %**	**4 284 425,35 €**	**0 %**	**4 288 095,72 €**

Les recettes de fonctionnement sur la période 2025-2029 augmenteraient de 70 K€. Elles prennent en compte avec prudence les évolutions de fiscalité et des dotations.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

		2024	Evol	2025	Evol	2026	Evol	2027	Evol	2028	Evol	2029
011	Charges à caractère général	1 368 217,87 €	1 %	1 383 749,23 €	1 %	1 397 586,72 €	1 %	1 411 562,59 €	1 %	1 425 678,21 €	1 %	1 439 934,99 €
012	Charges de personnel et frais assimilés	1 597 029,44 €	3 %	1 645 007,83 €	1 %	1 661 457,91 €	1 %	1 678 072,49 €	1 %	1 694 853,22 €	1 %	1 711 801,75 €
014	Atténuations de produits	55 874,00 €	-10 %	50 019,00 €	0 %	50 019,00 €	0 %	50 019,00 €	0 %	50 019,00 €	0 %	50 019,00 €
65	Autres charges de gestion courante	217 707,65 €	4 %	226 414,42 €	1 %	227 820,97 €	1 %	229 248,11 €	1 %	230 696,15 €	1 %	232 165,41 €
66	Charges financières	13 918,26 €	-15 %	9 645,73 €	4 %	10 704,92 €	56 %	17 398,79 €	-25 %	13 789,14 €	-20 %	11 223,82 €
67	Charges exceptionnelles	0,00 €	0 %	3 000,00 €	0 %	3 000,00 €	0 %	3 000,00 €	0 %	3 000,00 €	0 %	3 000,00 €
68	Dotations aux provisions	3 800,00 €	0 %	3 800,00 €	0 %	3 800,00 €	0 %	3 800,00 €	0 %	3 800,00 €	0 %	3 800,00 €
	Dépenses réelles de fonctionnement	**3 256 547,22 €**	**2 %**	**3 321 636,21 €**	**1 %**	**3 354 389,52 €**	**1 %**	**3 393 100,98 €**	**1 %**	**3 421 836,72 €**	**1 %**	**3 451 943,97 €**
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	462 947,89 €	1 %	467 577,37 €	1 %	472 253,14 €	1 %	476 975,67 €	1 %	481 745,43 €	1 %	486 562,89 €
	Opérations d'ordre	**462 947,89 €**	**1 %**	**467 577,37 €**	**1 %**	**472 253,14 €**	**1 %**	**476 975,67 €**	**1 %**	**481 745,43 €**	**1 %**	**486 562,89 €**
	Total dépenses de fonctionnement	**3 719 495,11 €**	**2 %**	**3 789 213,58 €**	**1 %**	**3 826 642,66 €**	**1 %**	**3 870 076,65 €**	**1 %**	**3 903 582,15 €**	**1 %**	**3 938 506,86 €**

Les dépenses de la section de fonctionnement doivent faire l'objet d'un pilotage fin pour permettre de dégager une capacité d'autofinancement importante. Les dépenses de la section de fonctionnement sont contrôlées sur la période par la réalisation d'investissements faisant apparaitre des réductions de charges d'exploitation.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

DEPENSES	2025	2026	2027	2028	2029
Reprise du déficit N-1		33 558	256 199	46 001	167 684
Remboursement emprunts	289 061	244 577	269 264	255 515	121 430
INVESTISSEMENTS					
PPI	2 003 331	1 973 062	281 000	266 640	0
PPI NON FLECHE	0	0	600 000	700 000	700 000
Total des investissements soumis à la FCTVA	2 003 331	1 973 062	881 000	966 640	700 000
Total des investissements non soumis à la FCTVA	0	0	0	0	0
Total des investissements	2 003 331	1 973 062	881 000	966 640	700 000
Opération pour compte de tiers					
TOTAL DÉPENSES	**2 292 392**	**2 251 197**	**1 406 463**	**1 268 156**	**989 114**

En complément du PPI, il est prévu 2M€ non fléchés sur la période de 2027 à 2029. Sur cette dernière, la commune a la capacité de financer des investissements futurs sans recourir à l'emprunt.

RECETTES D'INVESTISSEMENT

RECETTES	2025	2026	2027	2028	2029
Reprise de l'excédent N-1	418 962				
Autofinancement	863 466	866 416	840 978	816 943	790 794
FCTVA	328 546	323 582	144 484	158 529	114 800
Taxe d'aménagement	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000
Subventions octroyées (Modifiable dans les fiches projets)	272 860	80 000			
Subventions demandées (Modifiable dans les fiches projets)		150 000	300 000	50 000	
Emprunts		500 000			
Vente de patrimoine					
Opération pour compte de tiers					
Excédent de fonctionnement	300 000	0	0	0	0
TOTAL RECETTES	**2 258 834**	**1 994 998**	**1 360 462**	**1 100 472**	**980 594**

La rigueur de la section de fonctionnement permet à la section d'investissement de pouvoir supporter des projets ambitieux mais nécessaires.

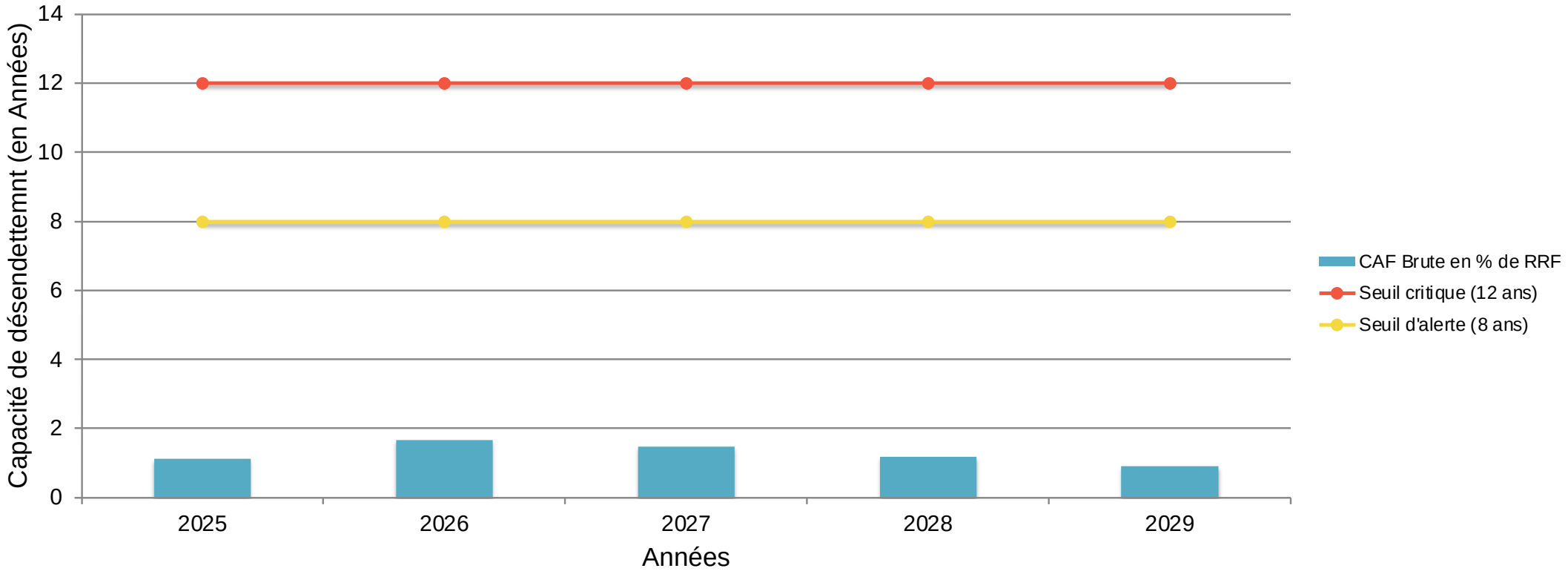
Les ratios financiers

	2025	2026	2027	2028	2029
Recettes de fonctionnement	4 232 427,59 €	4 267 491,28 €	4 280 856,81 €	4 284 425,35 €	4 288 095,72 €
Dépenses de fonctionnement	3 789 213,58 €	3 826 642,66 €	3 870 076,65 €	3 903 582,15 €	3 938 506,86 €
Résultat de l'année	**441 062,24 €**	**439 336,57 €**	**409 176,83 €**	**380 371,25 €**	**349 404,75 €**
Capacité d'autofinancement brute	**863 465,56 €**	**866 415,67 €**	**840 978,47 €**	**816 942,65 €**	**790 793,60 €**
CAF Brute en poucentage de RRF	21 %	20 %	20 %	19 %	19 %
Epargne de Gestion Courante	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Remboursement capital emprunts	289 061,00 €	244 577,00 €	269 264,00 €	255 515,00 €	121 430,00 €
Capacité d'autofinancement nette	**574 404,76 €**	**621 838,60 €**	**571 714,31 €**	**561 427,55 €**	**669 363,97 €**
% remboursement CAF par la dette	33 %	28 %	32 %	31 %	15 %
Capital restant dû	**1 101 070,90 €**	**1 305 465,30 €**	**1 060 888,25 €**	**782 038,58 €**	**525 566,33 €**
Désendettement année CAF	**1 an, 3 mois**	**1 an, 6 mois**	**1 an, 3 mois**	**11 mois**	**8 mois**

La capacité d’autofinancement nette de la commune reste importante. En effet, les investissements réalisés génèrent des réductions de charge de fonctionnement. Cette CAF nette reste supérieure quasiment à 560 000 € par an sur la période de l’analyse ce qui permet de préserver une bonne situation financière.

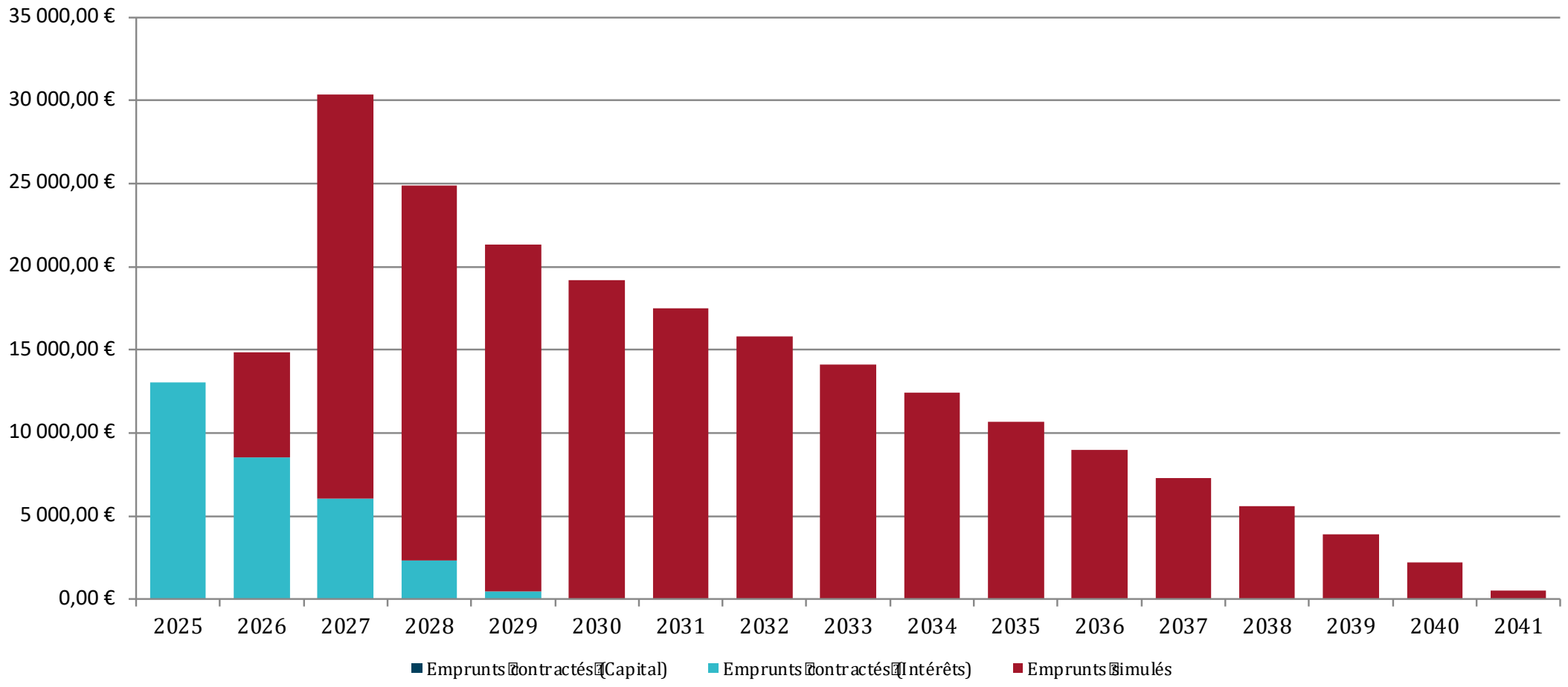
LA CAPACITÉ DE DÉSENDETTEMENT

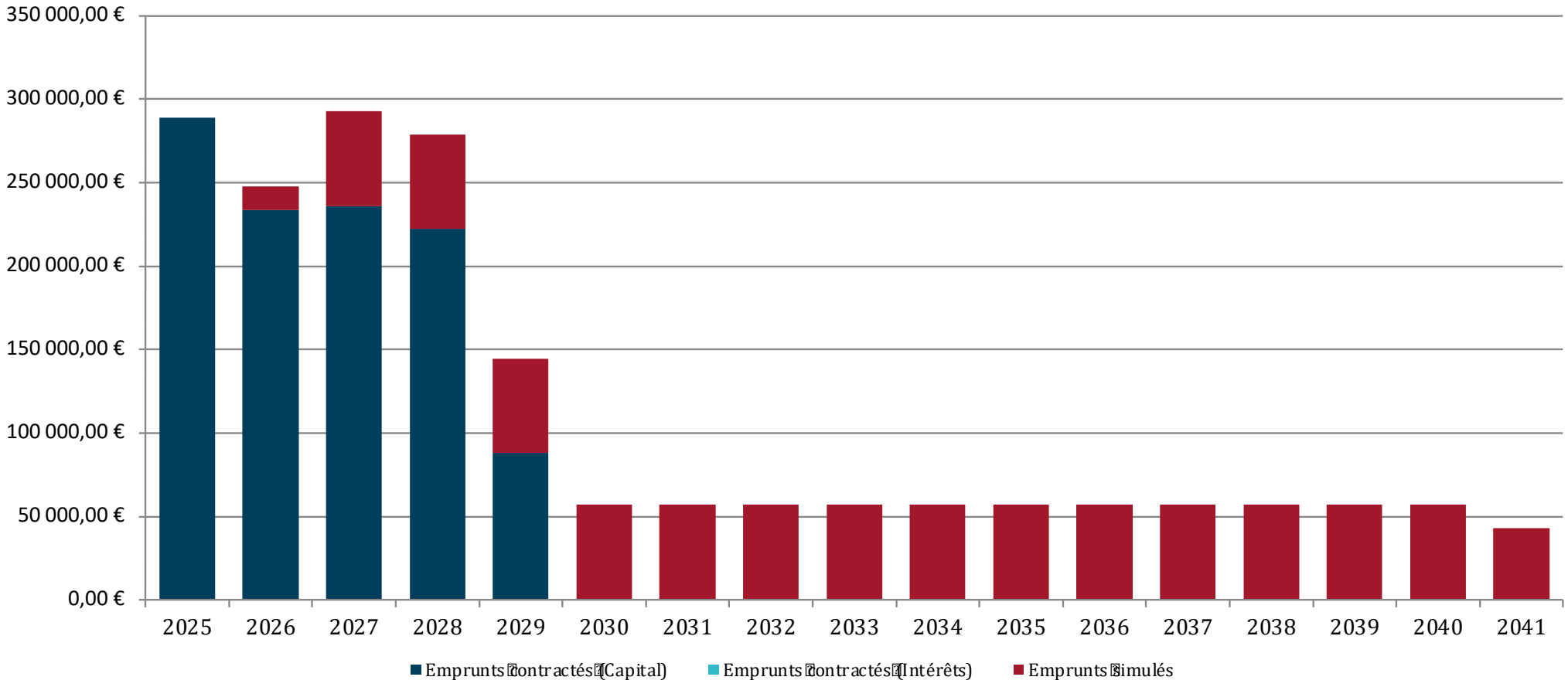
La capacité de désendettement constitue le rapport entre l'encours de dette de la commune et son épargne brute. Elle représente le nombre d'années que mettrait la commune à rembourser sa dette si elle consacrait l'intégralité de son épargne à cet effet.



L'EVOLUTION DE LA DETTE - INTERETS

Projection du remboursement des intérêts de la dette à la suite de l'emprunt simulé



L'EVOLUTION DE LA DETTE - CAPITAL

Projection du remboursement du capital de la dette à la suite de l'emprunt simulé